



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sourds et malentendants

Question écrite n° 12457

Texte de la question

M. Jean-Claude Etienne appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les difficultés des parents d'enfants sourds. Il y a environ trois millions de sourds en France et leur handicap passe inaperçu, la surdité ne se voyant pas, elle est essentiellement un handicap de communication. La reconnaissance de ce handicap passe donc par le développement d'outils de communication : enseignement de la langue des signes (reconnue en tant que langue par un décret de 1992), téléphone des sourds et des malentendants, sous-titrage télétexte, interprètes en langue des signes. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles sont les mesures qu'elle entend prendre pour développer et faciliter l'accès aux moyens de communication permettant aux sourds de devenir des citoyens à part entière de notre pays.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention sur les attentes des parents d'enfants sourds notamment en matière de communication. Le développement insuffisant des services d'interprétariat, des installations combinées du Minitel ou de la télécopie, du sous-titrage télétexte, de la langue des signes française (LSF) ainsi que le remplacement très partiel des prothèses auditives après seize ans sont des problèmes auxquels sont confrontés les déficients auditifs et leurs familles. Le Gouvernement est conscient des difficultés importantes que rencontrent les personnes sourdes dans leur vie quotidienne et qui se trouvent aggravées par les effets de l'évolution accélérée des modes de communication. C'est la raison pour laquelle il a confié à Mme Dominique Gillot, députée du Val-d'Oise, une mission d'analyse et de propositions sur ce sujet afin d'étayer de nouvelles orientations de la politique gouvernementale pour une meilleure insertion des sourds dans la société. Un volet de ce rapport qui vient d'être remis est consacré à l'enseignement et l'éducation des jeunes sourds. Sans attendre la mise en oeuvre de certaines propositions de ce rapport, des améliorations des conditions de vie des personnes sourdes devraient déjà découler de la mise en place d'une formation d'interprète en langue des signes française (LSF)   l'Ecole supérieure d'interprétariat et de traduction (ESIT), dépendant de l'université de Paris-III, qui va permettre d'accroître de manière significative le nombre d'interprètes de qualité. Par ailleurs, 90 % des structures qui accueillent les jeunes déficients auditifs utilisent la LSF et l'enseignement de la LSF est dispensé de plus en plus par des enseignants sourds. En ce qui concerne l'expansion et l'amélioration du sous-titrage pour faciliter l'insertion des sourds, il convient de rappeler que de nombreuses émissions de télévision sont sous-titr es. Le centre Erasme, spécialisé dans le sous-titrage, créé au sein de l'Institut national des jeunes sourds de Paris, 254, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, travaille activement en collaboration avec les chaînes de télévision pour développer ce procédé.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Etienne](#)

Circonscription : Marne (2  circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 12457

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 30 mars 1998, page 1743

Réponse publiée le : 2 novembre 1998, page 6031